

varsovie - prague - paris

Dans ces trois capitales, les événements n'ont évidemment pas le même caractère dramatique. Varsovie : des morts, des milliers d'emprisonnés, la liberté d'un peuple écrasée... Prague : avec « l'affaire » Derri-da-droque, une police et un état se comportant comme de misérables gangsters... Paris : avec « l'affaire » Denis Roche-*Révolution*, le cynisme et les méthodes de coupe-jarrets d'un journal communiste (publication, hélas, gouvernementale).

Pourtant, ne nous y trompons pas, dans les trois cas la logique est la même. Faut-il attendre d'un parti complice des assassins de la Pologne qu'il se conduise autrement ici, avec les intellectuels libres ? D'autant que les communistes, participant au gouvernement de la France, bien installés dans l'appareil d'État, retrouvent aujourd'hui une toute nouvelle virginité. D'où leur morgue. Que la mésaventure de Denis Roche nous serve de leçon ! (je dis nous, pour m'y être, moi aussi, à une certaine époque, risqué) : nous sommes, nous intellectuels, peintres, écrivains..., de bien trop petits garçons pour faire joujou avec ces gens-là.

Ci-dessous la lettre de Denis Roche à *Révolution*. On peut lire aussi, pour plus d'informations, son entretien tronqué, - passionnant, - publié dans le n° 97 de l'hebdo communiste.

J.H.

denis roche lettre ouverte à « révolution »

Paris, 7 janvier 1982

(...)

Au mois de juin 1981, sur l'insistance de différentes personnes proches du PCF, notamment les écrivains Jean Thibaudeau et Dominique Grandmont, j'ai accepté de rencontrer Denis Fernandez-Recatala, qui travaille pour votre revue et voulait obtenir de moi une longue interview sur mes préoccupations littéraires. Nous nous sommes alors vus à plusieurs reprises, lui et moi, malgré ma nette réticence à collaborer à un hebdomadaire dont le moins que je puisse dire c'est que je ne partage pas les intérêts politiques. J'ai demandé à réfléchir, et j'ai demandé ensuite à Denis Fernandez-Recatala un certain nombre de garanties :

que je puisse dire tout ce que je voulais, qu'il n'y ait aucune coupure (on m'accordait 6 pages de votre magazine, 3 pour l'interview qui devait porter sur mon expérience d'écrivain et ma pratique photographique, plus 3 pages de photos faites par moi, le tout devant paraître *ensemble*), que mon titre soit respecté, que mes photos me soient payées 1500 F, et que le tout - texte définitif et chapeau éventuel de la rédaction - me soit soumis avant publication. Denis Fernandez-Recatala m'a alors assuré que ces garanties seraient respectées.

(...)

Puis le temps passe. De semaine en semaine, sans la moindre nouvelle. Je ne devais revoir Recatala que le... 30 octobre. Il semblait qu'il y eût alors des divergences (quel euphémisme !) au sein de votre rédaction, d'une se-

maine à l'autre mon entretien étant jugé « magnifique », « trop politique », « le meilleur entretien littéraire depuis longtemps », « trop mauvais », etc. Certaines sources m'assuraient que cela avait même été discuté au Bureau politique du PC. Ristat « déplorait », Thibaudeau « s'énervait », Recatala était « désolé » mais m'assurait encore, comme il l'avait fait en juin, que « mais non, je vous assure, il y a maintenant une grande ouverture chez nous, il faut me croire », etc. Par souci de respecter le travail fourni par ce dernier, par crainte aussi de le voir pris en sandwich entre mon énervement grandissant et ce que je ne peux qualifier chez vous que d'incohérence dangereuse, je patientai encore. Enfin, début novembre, je revis Recatala toujours incapable de me donner la moindre assurance quant à la publication de l'interview, et je lui dis ceci tex-

tuellement (je l'avais noté à toutes fins utiles) : « Maintenant ça suffit : voulez-vous transmettre dès demain à votre rédacteur en chef que sans lettre de lui dans les 3 jours me garantissant une date de publication proche, je considérerai *ipso facto*, que l'interview est refusée pour raison politique, et que je passerai le tout à Jean-François Kahn *comme tel*, pour publication dans les Nouvelles littéraires, ce qui devrait certainement l'intéresser. »

(...)

J'attendis encore.

Le 22 décembre, je recevais un coup de téléphone d'une maquettiste de « Révolution » me disant que l'interview paraissait le 31 décembre et qu'il lui fallait *de toute urgence* des photos pour l'illustrer. Je lui fis remarquer qu'il y en avait six à la rédaction depuis le mois de juillet. Elle n'en avait ja-

mais entendu parler. J'appelai aussitôt Recatala qui m'avoua, fort gêné, que seule la 1ère moitié de l'interview devait paraître le 31, et que la deuxième, plus particulièrement consacrée à la photographie, paraîtrait ultérieurement, à une date non précisée, et que, « de toute manière, les six photos étaient perdues ». J'exigeai alors qu'il informe immédiatement le journal que je retirai l'interview et que j'interdisais qu'on la publie. Ce qu'il fit.

Le soir même, à mon domicile, Joël Jouanneau me téléphona. Notre entretien, ferme de part et d'autre, mais, je le reconnais, fort courtois, faisait ressortir que les « dissensions » à l'intérieur de la rédaction, dissensions purement politiques, étaient seules responsables de cet état de fait, que par « admiration » pour mon travail d'écrivain il tenait abso-

lument à la publication de cette première moitié d'entretien. Je passe sur les raisons, compréhensibles pour tous, même pour ceux qui ne lisent pas les journaux, qui me firent alors maintenir mon interdiction de publication.

(...)

Le jour même Jean Ristat me proposait de publier l'intégralité du texte avec le commentaire que je jugerais bon d'y adjoindre dans le 1er numéro de sa revue « Digraphe » qui devait reparaître, chez un autre éditeur, en mars. (Je précise que Jean Ristat fait partie du Conseil de rédaction de « Révolution ».)

Je pris rendez-vous alors avec Recatala pour le mardi 5 janvier dans la matinée, afin de nous mettre d'accord sur l'endroit où nous ferions paraître l'interview.

Le 5, Recatala me dit : « *Nous avons décidé de passer outre à votre interdiction*, la 1ère moitié de l'entretien est déjà

imprimée, elle paraît après-demain dans « Révolution », accompagnée d'un certain nombre de photos de notre choix, avec des commentaires de notre choix. » Et il ajoutait que cela faisait une belle « provocation ». Stupéfait, j'appelai Jouanneau. L'entretien fut évidemment très violent. Réactions de Jouanneau : « Nous n'avons que faire de votre interdiction, votre interview nous appartient, et, de toute façon, vous n'avez que ce que vous méritez : vous dites expressément dans votre interview que la création littéraire n'est soumise à aucune politique et à aucune idéologie et que la seule chose qui puisse lui arriver, à cet égard, c'est d'être manipulée. *Vous n'avez que ce que vous méritez*, vous n'aviez qu'à ne pas nous donner l'interview. » *Sic*. Il ajouta qu'il se réservait également le droit

de publier la suite de l'interview et quand ça leur plairait et que d'ailleurs... « les photos étaient retrouvées. » *Sic*.

J'ai maintenant le n° sous les yeux : 15 photos illustrent l'interview, *toutes choisies par la rédaction, toutes commentées par la rédaction*. Celle qui est au centre est mon portrait, légendé ainsi : « Denis Roche, agitateur anarchiste ». Figurent autour de moi, volontairement disposés et commentés *comme si cela avait été fait par moi*, les visages de Mitterrand, Franco, de Gaulle, Brejnev, Mao, Saint-Just, Napoléon, Aragon, Malraux, Sartre, Pound, Neruda, Chateaubriand, Dante. Tous avec des légendes dont le moins que je puisse dire c'est qu'elles sont crapuleuses, incohérentes, infâmant. Qu'un seul lecteur puisse penser un seul instant que je place Mitterrand - pour qui j'ai voté en

mai avec enthousiasme - et de Gaulle sur le même plan que Franco et Brejnev, ou que je traite Pound de « propagandiste fasciste » alors que je dois préfacer le mois prochain l'édition intégrale de ses *Cantos* aux éditions Flammarion, que j'aie pu traiter Sartre de « porteur de valises » alors que je le considère comme le plus grand intellectuel français de notre siècle, que j'aie pu qualifier Dante d'« exilé politique » alors que je publie l'admirable livre que lui consacre Jacqueline Risset dans ma collection « Fiction & Cie » au printemps prochain, que j'aie pu légèrer la photo de Malraux « ministre et anthropologue » alors que je le considère comme l'un des plus grands écrivains français de notre temps, *me fait hurler ici à l'infâmie*.

Vous faites donc - une fois de plus, paraît-il, non ? - la preuve que vous n'avez

d'autre politique culturelle que celle qui consiste à détourner les pensées des autres, à manipuler sciemment - et en le reconnaissant absolument, n'est-ce pas, Monsieur Jouanneau - la création intellectuelle de vos contemporains, que celle qui consiste à mentir et à vous servir de vos mensonges à des fins personnelles : c'est-à-dire tromper vos lecteurs, tromper les intellectuels dont vous n'avez qu'un usage « énergumène » (je renvoie aux équivalents du « Robert » cités plus haut) et cela à des fins uniquement personnelles, c'est-à-dire pour des conflits internes à votre rédaction.

J'appelle donc infâme le traitement que vous m'avez infligé.

J'appelle donc infâme ce comportement de mépris absolu du droit moral de la personne interviewée.

Vous voudrez bien considé-

rer ces adjectifs que je vous adresse comme l'équivalent rhétorique précis du mépris que vous avez manifesté à mon endroit. Et conformément au droit de réponse que la loi me reconnaît - et que je vous ferai reconnaître par voie de justice si besoin en était - je vous prie de publier, *dans son intégralité*, la présente mise au point *dans votre prochain numéro*, c'est-à-dire celui qui doit paraître le 14 janvier 1982, et en bonne place, c'est-à-dire avec la même importance que vous avez accordée à votre « exhibition » photographique des pages 34 et 35 du présent numéro.

Denis Roche, *écrivain*

Source : *Art Press*, n° 56, février 1982, p. 47



publié sur

<https://axolotlroche.wordpress.com/>

le 26 décembre 2016